

BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

50e ZITTINGSPERIODE

BUITENGEWONE ZITTING 1999

HANDELINGEN VAN DE OPENBARE COMMISSIEVERGADERINGEN

05/10/1999

C 012 Financiën en Begroting

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

50e LÉGISLATURE

SESSION EXTRAORDINAIRE 1999

ANNALES DES RÉUNIONS PUBLIQUES DE COMMISSION

05/10/1999

C 012 Finances et Budget

Annales

Les annales sont le compte rendu intégral des séances plénières et des réunions publiques de commission où sont développées les interpellations.

Elles sont publiées sous forme de deux fascicules :

- le premier, de couverture blanche et portant les lettres PLEN en bas de page, regroupe les annales des séances plénières;
- le second, de couverture beige et portant les lettres COM en bas de page, regroupe les annales des réunions publiques de commission où sont développées des interpellations.

Les séances et les réunions ont une numérotation continue par session. Ce numéro se retrouve sur la couverture ainsi que sur chaque page avant la pagination. Les séances plénières ont une pagination continue. Les réunions publiques de commission sont paginées par fascicule.

Les annales peuvent également être consultées sur l'Internet-website de la Chambre des Représentants, à l'adresse <http://www.LaChambre.be>

Handelingen

De handelingen zijn het woordelijk verslag van de plenaire vergaderingen en van de in openbare commissievergaderingen gehouden interpellaties.

Ze worden in twee edities uitgegeven :

- de eerste, met witte kافت en met de letters PLEN in de voettekst, bevat de handelingen van de plenaire vergaderingen;
- de tweede, met beige kافت en met de letters COM in de voettekst, bevat de handelingen van de in openbare commissievergaderingen gehouden interpellaties.

De vergaderingen worden per zittingsperiode doorlopend genummerd. Het vergaderingsnummer staat op de kافت en op elke bladzijde vóór de paginering afgedrukt. De plenaire vergaderingen worden doorlopend gepagineerd. De openbare commissievergaderingen worden per brochure gepagineerd.

De handelingen worden tevens bekendgemaakt op de Internet-website van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, adres <http://www.DeKamer.be>

EXPLICATIONS DES SIGLES – TOELICHTING BIJ DE AFKORTINGEN

CVP	: Christelijke Volkspartij
ECOLO-AGALEV	: Ecologistes confédérés pour l'organisation de luttes orginales/Anders Gaan Leven
FN	: Front National
PRL-FDF	: Parti réformateur libéral - Front démocratique francophone
PS	: Parti socialiste
PSC	: Parti social-chrétien
SP	: Socialistische Partij
VL.BLOK	: Vlaams Blok
VLD	: Vlaamse Liberalen en Democraten
VU	: Volksunie

COMMISSION
DES FINANCES ET DU BUDGET

RÉUNION PUBLIQUE DU
MARDI 5 OCTOBRE 1999

PRÉSIDENCE de
M. Maingain

La séance est ouverte à 10.05 heures.

COMMISSIE
VOOR DE FINANCIËN EN DE BEGROTING

OPENBARE VERGADERING VAN
DINSdag 5 OKTOBER 1999

VOORZITTER :
De heer Maingain

De vergadering wordt geopend om 10.05 uur.

Question orale de M. Jean-Pierre Viseur au ministre des Finances sur "la lutte contre la criminalité en col blanc et l'éventuelle création d'un poste de commissaire du gouvernement pour la lutte contre les fraudes et l'argent public" (n° 35)

Mondelinge vraag van de heer Jean-Pierre Viseur aan de minister van Financiën over "de bestrijding van de witteboordencriminaliteit en over de eventuele instelling van een functie van regeringscommissaris voor de strijd tegen fraude met overheidsgeld" (nr. 35)

Le **président** : La parole est à M. Jean-Pierre Viseur.

M. Jean-Pierre Viseur (AGALEV-ECOLO) : Monsieur le président, monsieur le ministre, laissez-moi tout d'abord vous dire à quel point je suis honoré d'inaugurer pour cette commission les questions de la session, de la législature et même de votre carrière ministérielle.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire lors du débat de la déclaration gouvernementale, je ne considérerais pas celle-ci comme satisfaisante sur le plan de la lutte contre la fraude fiscale. Ce terme-même n'y figurait d'ailleurs pas.

Sachez, par ailleurs, que ce sont uniquement les aléas de l'agenda parlementaire qui font que la présente question, qui a été introduite le 31 août dernier, vous est posée aujourd'hui, alors que nous avons pu voir, ce week-end, un débat télévisé sur le même sujet. Vous avez ainsi déjà en

quelque sorte répondu à certaines de mes préoccupations. En tous cas, vous avez mis l'accent sur l'aspect de la déclaration gouvernementale consistant en la lutte contre la criminalité en col blanc, entendez la criminalité fiscale.

Comme je considère que c'est une tâche prioritaire, à la fois pour des raisons d'argent, de concurrence et de justice, je vous demande comment vous comptez concrétiser cet aspect de la déclaration gouvernementale. Pratiquement, quelles mesures le gouvernement va-t-il prendre ?

Dans la foulée, je me permets de faire une suggestion au gouvernement, c'est-à-dire la création d'un poste de commissaire du gouvernement pour la lutte contre la fraude à l'argent public. La création de postes de commissaires du gouvernement est une innovation. Et même si l'on peut discuter de leur statut encore un peu flou, l'idée de confier une mission bien précise à une personne déterminée n'est pas à rejeter d'emblée. Dans le cas qui nous préoccupe, ce commissaire aurait essentiellement la mission de coordonner la lutte contre tous les types de fraude à l'argent public, c'est-à-dire la fraude fiscale, la fraude sociale, l'utilisation frauduleuse de subsides, la corruption, etc.

Il va sans dire que toutes ces fraudes ont généralement des liens entre elles. Par exemple, lorsqu'on organise du travail au noir, il y a non seulement une perte de cotisations de sécurité sociale, mais aussi une perte de TVA, une perte d'impôts directs. Je crois donc que les différents aspects de cette lutte, et notamment la collaboration entre les

inspections sociales et les inspections fiscales, ne sont pas suffisamment coordonnés ni intégrés.

Et puis se pose le problème des parquets financiers, qui sont très souvent engorgés. Lors de la précédente législature, on citait souvent le parquet financier de Bruxelles pour lequel des dossiers connaissaient un retard de 8 ans pour leur traitement. Cette situation dégénère en impunité de fait. En effet, monsieur le ministre, vous souviendrez certainement de cette fameuse séance de la commission des Finances au sujet des fraudes de la KB. Nous avions entendu M. Lamy, le responsable de l'ISI pour la région de Bruxelles, nous déclarer : "en-dessous de 100 millions, je ne dépose plus plainte; je n'envoie plus le dossier en justice."

Donc, celui qui vole à l'étalage ou qui fait un larcin de quelque milliers de francs aura un casier judiciaire; celui qui fraude fiscalement, pour autant que la fraude n'atteigne pas la somme de 100 millions, ne sera pas inquiété et son casier judiciaire gardera sa "virginité". Cela n'est pas normal. Les moyens des parquets financiers doivent être renforcés. Car il est très bien d'avoir des instances de contrôle, comme l'office contre la corruption (anciennement dénommé comité supérieur de contrôle) ou l'inspection spéciale des impôts, mais si les dossiers ne sont pas traités en justice, l'injustice est flagrante.

Ce commissaire devrait donc dépendre d'au moins trois ministres : Finances, Affaires sociales et Justice. La création

de ce poste montrerait, à mon avis, la volonté du gouvernement de rééquilibrer la déclaration gouvernementale qui me semble faible à ce sujet.

Bien sûr, les rentrées supplémentaires auraient un effet "sociétal": plus d'équité permettrait une augmentation des marges de manoeuvre du gouvernement, autoriserait la diminution de la fiscalité sur le travail et surtout l'équité de la concurrence s'agissant de fraudes ayant trait au commerce.

Evidemment, nous sommes d'accord sur le fait qu'il ne s'agit absolument pas de procéder à un harcèlement systématique de tous les contribuables qui, comme tout citoyen, doivent bénéficier de la présomption d'innocence. L'idée que, dans l'équipe du commissaire, quelqu'un soit chargé de la défense des droits du contribuable me semble un élément positif supplémentaire.

Pour terminer, bien qu'il ne vous appartienne pas de dire oui ou non à une telle proposition, il me semblait intéressant de pouvoir en discuter avec vous parce que, dans ce gouvernement, vous êtes le premier intéressé par ce genre de proposition dans la mesure où la bonne santé des finances relève de la compétence du ministre des Finances.

Le **président** : La parole est au ministre.

M. Didier Reynders, ministre : Monsieur le président, je voudrais tout d'abord remercier M. Viseur pour son introduction. Je suis heureux de répondre à cette première question posée par quelqu'un qui s'est souvent illustré au sein de la commission des Finances. Monsieur Viseur, je ne sais pas si nous serons toujours d'accord, mais, comme vous le dites, le débat est utile : il n'est pas indispensable d'être toujours d'accord sur tout. Prenons-en l'habitude.

Pour ce qui concerne votre question, d'abord quelques remarques générales. A propos de la déclaration gouvernementale, il est vrai que l'on n'y retrouve plus la formule passe-partout de lutte contre la fraude fiscale qui permet, à l'occasion de l'établissement d'un budget, d'ajouter une ligne budgétaire de 5, 10 ou 15 milliards selon le manque figurant en bas de l'exercice.

Nous avons opté pour une autre méthode qui prévoit, dans le volet fiscal proprement dit, une simplification des formalités de déclaration des contributions avec, entre autres conséquences, un meilleur établissement et aussi - j'y insiste - une meilleure perception de l'impôt.

A côté de cela, nous avons surtout opté pour l'intégration dans le chapitre relatif à la sécurité d'un passage concernant la criminalité "en col blanc" - vous y avez fait allusion - et la criminalité organisée. En effet, l'essentiel des moyens mobilisés en matière de lutte contre la fraude sociale ou fiscale, mais aussi contre d'autres formes de fraude, passe de plus en plus par des moyens judiciaires et des moyens policiers. Le crime organisé en matière fiscale existe bien; nous y reviendrons certainement souvent au cours de cette législature.

Deuxième remarque. Je rappellerai que la philosophie qui sous-tend la démarche du département des Finances en matière de lutte contre la fraude repose sur deux piliers : d'une part, le fait de traiter correctement tout contribuable comme tout citoyen parce qu'a priori, un contribuable n'est pas plus suspect qu'un autre citoyen face à une autre administration et que son traitement doit rester correct. D'ailleurs, dans le cadre de l'audit des administrations, j'ai l'intention d'insérer un chapitre relatif à la manière dont les contribuables sont traités par l'administration fiscale. Ce devrait être un élément important d'appréciation. L'autre pilier, c'est la volonté de renforcer les moyens lorsque des indices de fraude - particulièrement de fraude organisée - apparaissent.

Pour ce qui concerne la création d'un poste de commissaire, un débat a déjà eu lieu au parlement, en présence du premier ministre, sur la multiplication des postes de commissaire. Un choix a été fait au sein de la majorité et du gouvernement pour s'orienter, dans trois domaines, vers la mise sur pied de cette fonction de commissaire du gouvernement. Je ne pense pas que, pour l'instant, il entre dans les intentions de qui que ce soit au sein du gouvernement de multiplier ce genre de fonction.

Cela étant, en matière de lutte contre la fraude, un certain nombre d'organismes et de structures existent déjà, dont je compte bien développer l'activité. Au sein du département, tout d'abord, l'inspection spéciale des impôts (ISI) joue bien entendu son rôle, mais l'administrateur général adjoint des impôts est plus particulièrement chargé de certaines coordinations dans la lutte contre la fraude. Des organismes distincts sur lesquels je reviendrai interviennent également : je pense à la cellule de traitement des informations financières.

Mais il existe aussi une série de modifications législatives qui ont renforcé les moyens d'action : la loi du

2 février 1999 en matière de corruption mais aussi le nouvel article 492 bis du Code pénal en matière d'abus de biens sociaux, de même que la loi du 4 mai 1999 relative à la responsabilité pénale des personnes morales qui nous permettra souvent d'aller plus loin en matière de fraude.

Sans vouloir me montrer trop long, je saisisrai l'occasion de la question pour vous donner quelques indications chiffrées des travaux déjà réalisés, notamment parce que la CETIF, Cellule de traitement des informations financières, produira son rapport annuel 1998/99 dans les prochaines semaines.

Les services de cette cellule m'ont communiqué les informations suivantes : en six ans d'activité, depuis sa création en décembre 1993, le nombre de déclarations transmises à la cellule s'élève à 32 413, constituant 6 120 dossiers. Quant au nombre de dossiers transmis au procureur du Roi, il correspond à 80% du total des déclarations traitées par la cellule. Les montants détectés dans le système financier s'élèvent à 228 549 millions de francs, dont 80% concernent les dossiers transmis au procureur du Roi, comme je viens de l'évoquer. La moyenne annuelle des dossiers est stable depuis trois ans, après avoir connu une hausse exponentielle au cours des premières années d'activité de la cellule.

Enfin, quant au type d'infractions liées aux dossiers transmis au procureur du Roi, on relèvera que, si la forme principale de criminalité apparaissant dans ces dossiers est liée au trafic de stupéfiants, soit près de 60% du total des dossiers transmis du 1er décembre 1993 au 30 juin 1999, 10,3% concernent la criminalité organisée, 7,2% la fraude fiscale grave et organisée, 4,1% l'escroquerie financière. Il y donc une diversification des faits constatés en la matière.

Monsieur le président, nous aurons l'occasion en commission de parcourir le nouveau rapport de l'administration générale des impôts qui vient d'être publié et d'où il ressort également un certain nombre de suppléments d'impôts enrôlés par l'ISI, l'AFER ou par les centres nationaux de contrôle. J'épinglerai simplement les centres nationaux de contrôle "anticarrousel" qui ont enrôlé pour cet exercice un montant total de 5 milliards. Nous reviendrons sur le débat concernant les montants plus importants de l'ISI et de l'AFER.

Pour terminer, je dirai à M. Viseur qu'en ce qui concerne la déclaration gouvernementale proprement dite, nous

lui avons déjà donné une suite, tant sur le plan interne qu'international. Sur le plan international, le gouvernement vient d'approuver la position qui sera celle du premier ministre, du ministre des Affaires étrangères, du ministre de la Justice et de celui de l'Intérieur à l'occasion du Sommet de Tampere.

Je vous donne lecture de la demande du gouvernement belge : "Dans le cadre d'un effort d'harmonisation des normes en matière de justice pénale, le gouvernement belge préconisera l'adoption d'un ensemble de mesures visant la criminalité transnationale, la délinquance financière, le blanchiment de capitaux et les centres off-shore. Dans ce contexte, la question de l'abus du secret bancaire devrait faire l'objet d'un examen particulier. Le gouvernement belge s'associe, en outre, à l'idée d'un conseil commun (Justice, Affaires intérieures, Ecofin) afin de coordonner leurs travaux respectifs en ces matières."

Je serai présent au prochain conseil Ecofin, vendredi prochain. Ce sera l'occasion de demander que ce conseil commun traite notamment des problèmes de fraude fiscale organisée sur le plan international. "Sur le plan intérieur, le recrutement d'effectifs en nombre suffisant dans les parquets, disposant d'une formation et d'une logistique adaptée à la répression, notamment, des phénomènes de fraude fiscale, mais aussi d'autres délinquances financières, devrait faire l'objet d'une attention toute particulière du gouvernement". A cet égard, le ministre de la Justice et mon département avons entamé des discussions à ce sujet.

Le président : La parole est à M. Jean-Pierre Viseur.

M. Jean-Pierre Viseur (AGALEV-ECOLO) : Monsieur le président, je remercie le ministre de sa réponse très détaillée.

En ce qui concerne l'audit de l'administration, je suis d'accord avec le principe suivant lequel le contribuable doit a priori être considéré comme innocent, sans pour autant négliger le fait que pour ce dernier, le meilleur contrôleur fiscal est celui qui ferme les yeux. Donc, l'évaluation de la fonction administrative du contrôleur fiscal par le citoyen ne me paraît pas, dans ce cas, envisageable. Il n'en va peut-être pas de même pour toutes les fonctions administratives, mais dans le cas qui nous préoccupe, il importe d'être particulièrement prudent.

Quant aux chiffres que vous avez cités sur la CETIF, il serait intéressant qu'ils fassent l'objet d'une importante publi-

cité. Pourquoi ? Parce que, en général, l'impression prévaut dans le public qu'on ne fait rien contre "les gros poissons" et donc la grande fraude, ce qui justifie la petite fraude. Il existe un état d'esprit en cette matière qui devrait être modifié. Pour ce faire, une publication du travail déjà effectué s'avère nécessaire.

Vous avez parlé du sommet de Tampere, à l'occasion duquel on évoquera le secret bancaire, ce qui me réjouit, d'autant plus que je n'étais pas tout à fait d'accord avec la position que vous avez affichée lors des débats télévisés de ce week-end.

Vous évoquerez donc - et c'est fort bien - une harmonisation des règles en matière de secret bancaire au niveau européen. Dans ce domaine, la Belgique semble plus restrictive qu'un certain nombre d'autres pays.

Enfin, monsieur le ministre, est-il possible d'obtenir une copie de votre réponse écrite ?

Le président : La parole est au ministre.

M. Didier Reynders, ministre : Je vous remettrai non seulement une copie de ma réponse écrite mais également un texte un peu plus long qui vous donnera peut-être d'autres informations.

J'ajoute que nous allons débattre du secret bancaire dans le cadre de l'Ecofin joint aux conseils des Affaires intérieures et de la Justice.

Je rappelle qu'en Belgique il n'existe pas de secret bancaire. Il existe une obligation de discrétion exclusivement à l'égard de l'impôt sur le revenu. Dans les autres matières, l'administration fiscale a accès aux documents bancaires. Dans toutes les matières, y compris l'impôt sur le revenu, un magistrat peut toujours avoir accès à l'ensemble des documents.

J'attire votre attention - nous en reparlerons - sur le fait que, dans mon esprit, il reste important que, comme beaucoup d'autres citoyens, le contribuable ait aussi droit à la présence d'un magistrat indépendant. Nous allons d'ailleurs travailler au renforcement de cette indépendance dans les prochaines années.

Le président : Le débat reviendra certainement au sein de cette commission.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Mondelinge vraag van de heer Alfons Borginon aan de minister van Financiën en aan de vice-eerste minister en minister van Begroting, Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie over "de door de regering aangekondigde grote hervorming van de belastingen" (nr. 52) (Het antwoord zal worden verstrekt door de minister van Financiën)

Question orale de M. Alfons Borginon au ministre des Finances et au vice-premier ministre et ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale sur "l'importante réforme fiscale annoncée par le gouvernement" (n° 52)

(La réponse sera donnée par le ministre des Finances)

De voorzitter : De heer Alfons Borginon heeft het woord.

De heer **Alfons Borginon (VU&ID) :** Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, iedereen geeft vakantie-interviews en die zijn doorgaans boeiend. In een interview met minister Reynders heb ik gelezen over zijn plannen om een grote belastinghervorming door te voeren. Ik heb gewacht met het indienen van mijn vraag tot bleek dat de hele regering van dit punt een belangrijke klemtoon voor deze legislatuur maakt. Mijn vraag is dus deels ingegeven door nieuwsgierigheid omdat ik graag wat meer informatie over de teneur van het voorstel had gekregen dan in de krant is verschenen.

Bovendien heb ik nog een aantal andere bekommernissen. De mode om grote belastinghervormingen door te voeren is overgewaaid uit onze buurlanden. Dat is logisch aangezien wij met dezelfde problemen te kampen hebben. Wel heb ik het gevoel dat de wijze waarop wij ons hiervoor engageren niet even goed doordacht en voorbereid is als in onze buurlanden. Ik heb de brochure aangevraagd die in Nederland wordt verspreid over hun belastinghervorming. Men stelt daar dat het wetsvoorstel een gevolg is van een verkenning van de belastingen in de eenentwintigste eeuw die in de vorige legislatuur werd uitgevoerd. Vervolgens heeft men daarover een regeerakkoord opgesteld. Dit werd dus eigenlijk tijdens de regeringsonderhandelingen geregeld en nu wordt het geïmplementeerd.

Ik heb de indruk dat men hier de eerste twee stappen overslaat. Mijnheer de minister, u geeft de administratie de opdracht om een tekst op te stellen en nadien zult u wel bekijken of die ook werkelijk een antwoord biedt op de reële problemen binnen onze fiscaliteit.

Ik had verwacht dat u een oefening zou aankondigen om na te gaan welke de grote pijnpunten in ons fiscaal systeem zijn. Ik meen dat dit aspect ontbreekt.

Een tweede groot verschil is dat wij met een andere context werken. Wij leven in een federaal land waarin ook de gewesten en gemeenschappen een aantal fiscale bevoegdheden hebben. Daarover wordt gesproken in het kader van de fameuze interparlementaire en intergouvernementele conferentie. Vermits de federale regering daarin vertegenwoordigd is, wil ik u vragen in welke mate de voorstellen die u laat opstellen interfereren met de resultaten van de fameuze Costa-conferentie? Meer bepaald, welk standpunt zal de federale regering daar verdedigen als zij reeds vooraf bepaalde opties heeft genomen in het kader van de voorbereiding van de grote belastinghervorming?

Ik wil ook nog even stilstaan bij het incident van de laatste dagen. Blijkbaar doet de Vlaamse regering een voorstel om de belastingen te verlagen. Ik weet niet hoeveel deze verlaging zal bedragen en volgens de CVP gaat het slechts om twee pintjes per maand. Mijnheer de minister, u zegt onmiddellijk dat dit niet kan en dat u naar het Arbitragehof zult gaan als men dit toch wil doen. Ik weet dat er discussie bestaat over de vraag of het dan gaat om lage inkomens of lage inkomensschijven en dat u een interpretatie geeft aan het begrip afcantiemen en kortingen zoals dat in de financieringswet voorzien is. Volgens mij houdt dat weinig steek. Als men op de laagste inkomensschijf een korting toestaat, dan is dat een vast bedrag dat uiteindelijk aan iedereen toekomt. Men kan dat onmogelijk niet zien als een korting in de zin van de financieringswet.

Ik kom nu terug bij de grote belastinghervorming. Als een liberaal minister, die lagere belastingen genegen is en bovendien in de nieuwe federale regering over nieuwe vormen van fiscale autonomie wil onderhandelen - waarin afcantiemen in allerlei varianten nadrukkelijk aanwezig zullen zijn - een hele hervorming voorbereidt, houd ik mijn hart vast. Er zijn ook technische problemen. Wanneer u een grote belastinghervorming doorvoert zult u bijvoorbeeld, zeker door de aanwezigheid van de groenen in uw regering, niet kunnen voorbijgaan aan de discussie inzake de vermogensbelasting. Bijgevolg zult u ook niet kunnen

voorbijgaan aan de vraag hoeveel het vermogen reeds wordt belast, waardoor u bij de successierechten zult belanden, een aspect dat te maken heeft met regionale fiscaliteit.

Mijnheer de minister, ik had concreet van u graag opheldering gekregen over, ten eerste, de krachtlijnen en de timing van de hervorming en, ten tweede, over de wijze waarop het parlement hierbij zal worden betrokken. Bij een dergelijk belangrijke hervorming past het immers niet om te wachten tot, binnen een jaar, het parlement een tekst wordt voorgelegd die volledig moet worden bewerkt. Het zou nuttig zijn mocht deze commissie reeds voorbereidend werk kunnen leveren, waarop de regering dan zou kunnen inspelen. Ten derde, ik had graag geweten wat de budgettaire ruimte is voor belastingverlagingen, want ook dat is, bijvoorbeeld in Nederland, een belangrijke component van een grote belastingherziening. Ik heb ernstige twijfels of u daarvoor op federaal niveau budgettaire ruimte hebt. Ten vierde, op welke manier wordt deze hervorming concreet voorbereid? Wie gaat ze opstellen? Worden ook richtlijnen gegeven om opties te formuleren inzake fiscale autonomie? Ten vijfde, wat zijn de opties die u op de conferentie zult verdedigen inzake fiscale autonomie in het kader van de belastinghervorming? Ik had ook graag uw positie gekend in verband met kortingen op afcantiemen die de Vlaamse regering van plan is door te voeren.

De voorzitter : De minister heeft het woord.

Minister Didier Reynders : Mijnheer de voorzitter, mijnheer Borginon, u hebt een aantal schriftelijke vragen gesteld die u, na een debat op de RTBF, gisteren nog hebt aangevuld. Mijn antwoord zal dus uitvoerig zijn.

Ten eerste zal ik de krachtlijnen van de hervorming toelichten. Het regeerakkoord voorziet in een daling van de fiscale druk in de loop van de legislatuur. Naast enkele gerichte maatregelen, zoals bijvoorbeeld het herindexeren van alle belastingchalen vanaf de inkomsten van het jaar 1999 en - op korte termijn - de afschaffing van de aanvullende crisisbijdrage, te beginnen met de laagste inkomens en pensioenen, geeft "de Brug naar de eenentwintigste eeuw" aan dat de regering in de loop van de legislatuur een algemene hervorming van de personenbelasting zal uitwerken.

Die hervorming zal met de volgende principes rekening houden : het beperken van het aantal tarieven, het

verhogen van de belastingvrije minima, het groeperen van de aftrekmogelijkheden in een beperkt aantal forfaitaire korven waarbinnen de belastingplichtige zijn keuze maakt, het organiseren van een systeem van belastingtoeslag voor het opvangen van specifieke kosten voor belastingplichtigen met een laag inkomen, het ontwikkelen van een belastingstelsel dat neutraal is ten aanzien van de gekozen samenlevingsvorm en waardoor de respectieve discriminaties ten aanzien van gehuwden, samenwonenden en alleenstaanden zullen worden weggewerkt, de vereenvoudiging van de belastingaangifte en een betere aanslag en inning van de verschuldigde belasting.

Ten tweede, u stelt vragen over de timing. Het is mijn bedoeling een ontwerp of oriëntatienota in die zin in te dienen bij de aanvang van het parlementaire jaar in oktober 2000, zodat de hervorming in werking kan treden vanaf 1 januari 2002.

Het parlement zal het onderzoek van het ontwerp of van de oriëntatienota bijgevolg kunnen aanvatten vanaf het begin van de parlementaire jaar 2000-2001.

Ten derde, u stelt vragen over de budgettaire ruimte voor de hervorming. Uiteraard zal de regering op dat ogenblik, in oktober 2000, eveneens de budgettaire vooruitzichten opstellen, waarbinnen die hervorming is gesitueerd.

Zo kom ik tot de voorbereidingen. Ik ken het Nederlandse Poldermodel. Het ontwerp van hervorming zal in België worden voorbereid volgens de principes die in het regeerakkoord zijn opgenomen. Ik zal in mijn kabinet een groep van experts ontvangen. In juli-augustus 2000 zal ik een definitieve oriëntatienota opstellen.

Als minister van Financiën is het evident dat ik de beslissingen uitvoer die worden genomen in het kader van de intergouvernementele en interparlementaire conferentie voor institutionele vernieuwing, de Costa, die overeenkomstig het regeerakkoord zal worden opgericht.

Bij de opstelling van haar begroting 2000 heeft de Vlaamse regering het volgende aangekondigd en ik citeer : "Een belastingvermindering door middel van een verlaging van de belastingen op de laagste schijven uit de inkomens uit arbeid, na het nodige overleg terzake met het federale niveau." Tot op heden was er geen overleg. Dat voornemen lijkt mij niet in overeenstemming met de bepalingen van de Bijzondere Wet van 16 januari

1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten. Artikel 6, paragraaf 2, punt 3 van de bijzondere wet bepaalt inderdaad dat de gewesten opcentiemen kunnen heffen of kortingen, afcentiemen, kunnen toestaan op de personenbelastingen. Volgens artikel 9, paragraaf 1 van dezelfde wet moet over de invoering van opcentiemen of kortingen voorafgaand worden overlegd tussen de federale regering en de gewestregeringen.

Er is vastgesteld dat de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit dat nadien door de wetgevende kamers moet worden bekrachtigd, voor die opcentiemen en kortingen een maximum percentage kan opleggen en zulks ter vrijwaring van de economische unie en de monetaire eenheid. Uit de bepalingen volgt dat een gewest slechts afcentiemen van toepassing op de belasting zelf kan invoeren, maar geen specifieke belastingvermindering kan instellen ten gunste van bepaalde inkomstencategorieën of die slechts van toepassing zijn onder bepaalde inkomstenbedragen.

Men mag niet uit het oog verliezen dat de personenbelasting die rekening houdt met de progressiviteit van de belastingschijven een vorm van interpersoonlijke solidariteit is die geenszins mag worden vergroot door belastingschijven die verschillen van gewest tot gewest.

De gewesten kunnen - zoals de gemeenten - elk een opcentiem heffen of afcentiemen toestaan zonder dat zij op enigerlei wijze de berekeningsregel inzake de personenbelasting kunnen wijzigen die de bevoegdheid van de federale overheid blijft.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 9, paragraaf 1 van de bijzondere wet zal deze problematiek moeten besproken worden op het overleg tussen de federale overheid en de gewesten. Een decreet dat de verdeelsleutel niet eerbiedigt die door de bijzondere wet is bepaald, kan door het Arbitragehof worden vernietigd.

Als een federaal minister oordeelt dat een decreet afbreuk doet aan de bevoegdheden van zijn departement kan hij de regering voorstellen de zaak bij het Arbitragehof aanhangig te maken.

De federale regering volgt meestal de voorstellen van haar ministers.

Het debat waarnaar u verwijst zal plaatsvinden in de Costa-conferentie. Alhoewel ik de beslissingen loyaal zal uitvoeren, is het mijn plicht als federaal minister de bevoegdheden van de federale overheid te beschermen.

De voorzitter : De heer Alfons Borginon heeft het woord.

De heer Alfons Borginon (VU&ID) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, u verwijst naar de handelwijze van de vorige federale regering die er een gewoonte van gemaakt had een dossier door te verwijzen naar het Arbitragehof op verzoek van een federaal minister. Dit is echter geen vastgelegde norm.

Mijn politieke vraag blijft. Zal de federale overheid de stelregel van de vorige regering blijven volgen en op vraag van een minister het dossier naar het Arbitragehof verwijzen ?

Mijnheer de minister, u hebt verwezen naar de mogelijkheid een bepaald percentage op te leggen. Uw uitspraak moet genuanceerd worden. Deze bepaling werd alleen in de financieringswet opgenomen om ervoor te zorgen dat de frictieverschillen die tussen de twee belastingssystemen kunnen ontstaan niet zo groot worden dat de eenheid ondermijnd wordt.

Blijkbaar is het bedrag niet van die grootte dat er een verschil in fiscaliteit kan ontstaan dat een verhuis naar een ander gewest zelfs maar overwogen zou worden.

De Vlaamse regering schrijft in haar begroting een bedrag in om de belastingen te verlagen. De regering is het nog niet helemaal eens over de concrete maatregelen inzake belastingvermindering. Men wil de inkomens uit arbeid minder belasten en zoekt een techniek om deze belastingverlaging legaal door te voeren. Ik blijf erbij dat de keuze om bepaalde lage inkomstencategorieën een bedrag terug te storten perfect in overeenstemming is met de financieringswet. Deze maatregel komt de inkomens uit arbeid ten goede. Er moeten technieken bestaan om deze maatregel legaal te kunnen uitvoeren.

Dat er overleg tussen de federale overheid en de gewesten moet bestaan, staat buiten kijf. Het stoort mij dat de federale minister een egelpositie inneemt, zijn stekels opzet en zich profileert. Een federaal minister doet er, mijns inziens, beter aan geen commentaar op een voorstel van de gewesten te geven vooraleer het concreet is.

Tot zover mijn opmerkingen inzake de regionale fiscaliteit.

Sta mij toe ook enkele kanttekeningen te maken bij de grote belastinghervorming die in het vooruitzicht wordt gesteld. Ik onthoud een belangrijk punt, namelijk dat u niet meer zegt dat er

dienaangaande in oktober 2000 een tekst zal worden ingediend. Het zou ook een oriëntatienota kunnen worden, wat het wellicht ook zal zijn omdat het de verstandigste manier van werken is.

Dan heb ik onmiddellijk een vraag voor de hele commissie of het niet nuttig is dat de commissie vooraf een aantal pijnpunten noteert. In Nederland en Duitsland werkt men aan een belangrijke hervorming. Laten wij, vóór wij de nota van de minister ontvangen, over deze problematiek, die de belangrijkste is die deze commissie tijdens deze legislatuur zal bespreken, van gedachten wisselen om de posities van de verschillende partijen te kennen. Dan kunnen wij bij de bespreking van de tekst van de minister - dit voorstel is dus ook in zijn belang - in oktober 2000 die overlegronde overslaan en ons onmiddellijk buigen over een concrete tekst.

De voorzitter : De minister heeft het woord.

Minister Didier Reynders : Mijnheer de voorzitter, collega's, ik heb nooit gezegd dat ik tegen oktober 2000 een ontwerp van wet zou indienen. Ik had het steeds over een ontwerp van tekst. Misschien wordt het inderdaad een ontwerp van wet of misschien een oriëntatienota. Alleszins heb ik een jaar de tijd om voorbereidend werk te verrichten.

De commissie kan zeker na oktober 2000 een debat over de tekst organiseren. Voordien zijn in ieder geval alle voorstellen en adviezen inzake een hervorming welkom.

Wat de begroting van de Vlaamse regering voor 2000 betreft, zal ik advies verstrekken - dat geldt tevens voor het Waals Gewest, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap of het Brussels Gewest - indien de Vlaamse regering een initiatief op het vlak van de fiscaliteit op het getouw zet. Maar het gaat vooralsnog om een voornemen van de Vlaamse regering. Tot nu toe heb ik geen concrete tekst terzake ontvangen. Wordt mij een voorstel toegestuurd, dan moet daarover overleg worden gepleegd tussen de federale en de Vlaamse regering.

Is de tekst legaal, dan zal ik mij daar niet tegen verzetten. Blijkt de tekst niet conform de wetten te zijn, dan zal ik beroep aantekenen bij het Arbitragehof. Ik moet immers de bevoegdheden van de federale overheid beschermen en ervoor zorgen dat aan de solidariteit tussen personen niet wordt geraakt.

De hele regering staat overigens achter mij, wat dit betreft. Het was dan ook een goede zaak dat de vorige regering

reeds onderstreepte dat, wanneer een minister een zaak bij het Arbitragehof wil aankaarten, de regering in haar geheel daarmee instemt.

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Dirk Pieters aan de minister van Financiën over "laattijdig uitbetaalde vergoedingen aan ambtenaren van het kadaster" (nr. 103)

Question orale de M. Dirk Pieters au ministre des Finances sur "le versement tardif d'indemnités dues à des fonctionnaires du cadastre" (n° 103)

De **voorzitter** : De heer Dirk Pieters heeft het woord.

De heer **Dirk Pieters** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, in de eerste plaats stel ik er prijs op u, namens de CVP-fractie, te feliciteren met uw aanstelling als minister en u een zeer succesvol ambt toe te wensen.

De wet betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht werd gewijzigd door de wetten van 22 december 1998 en 28 februari 1999. Vanaf het jaar 1999 geldt als heffingsgrond voor het vergunningsrecht het zogenaamde "afgesplitste gedeelte" van het kadastraal inkomen.

Opdat de diensten der Accijnzen de bedoelde belasting voor het jaar 1999 zo snel mogelijk zouden kunnen innen werd in het begin van december 1998 aan het kadaster de opdracht gegeven om op zeer korte termijn ongeveer 32 000 schattingen uit te voeren en de resultaten ervan uiterlijk op 31 maart 1999 mee te delen aan de diensten der Accijnzen.

Tijdens de parlementaire bespreking van het wetsontwerp stelde ik de voormalige minister reeds vragen over de haalbaarheid van de inwerkingtreding. Nu blijkt dat er inderdaad speciale maatregelen nodig waren. Omdat de ambtenaren van het kadaster, belast met deze operatie, bovendien nog moesten instaan voor hun normale opdrachten, werden zij opgeroepen om de operatie inzake de 32 000 schattingen tegen vergoeding volledig buiten de diensturen uit te voeren.

Naar verluidt zijn de ambtenaren van het kadaster er inderdaad in geslaagd de gevraagde schattingen tijdig uit te voeren en de laatste resultaten uiterlijk op 31 maart 1999 mee te delen aan de diensten der Accijnzen.

Op het ogenblik van het indienen van deze vraag, meer bepaald half september 1999, wachtten nog vrij veel ambtenaren van het kadaster op de uitbetaling van een deel of zelfs van het geheel van de beloofde vergoeding voor overuren.

Mijnheer de minister, wij pleiten ervoor om tijdens deze legislatuur, bij het bepalen van een datum van inwerkingtreding van wetsontwerpen of wetsvoorstellen, meer zin voor realiteit aan de dag te leggen en de besturen meer tijd te geven voor de voorbereiding.

Heel concreet zou het in dit kader interessant zijn te mogen weten wat het totale brutobedrag is dat de federale Staat aan de bedoelde ambtenaren moet uitbetalen, welk brutobedrag intussen reeds werd betaald, wanneer de rest zal worden uitbetaald en wat de reden is van deze laattijdige uitbetaling.

De **voorzitter** : De minister heeft het woord.

Minister **Didier Reynders** : Mijnheer de voorzitter, collega's, met betrekking tot de betaling van overuren voor het vaststellen van zogenaamde "afgesplitste kadastrale inkomens" werden in het jaar 1998, met betrekking tot het jaar 1999, begrotingsmiddelen uitgetrokken ten belope van 5 miljoen frank.

Vermits de wet betreffende het verstrekken van sterke drank en het vergunningsrecht werd gewijzigd door de wetten van 22 december 1998 en 28 februari 1999 en het zogenaamde "afgesplitste gedeelte" van het kadastraal inkomen vanaf het jaar 1999 als heffingsgrondslag voor het vergunningsrecht zou dienen, zag mijn administratie zich verplicht bijkomende begrotingsmiddelen voor het jaar 1999 aan te vragen ten belope van 20 miljoen frank. Deze bijkomende begrotingsmiddelen werden ons slechts half september 1999 toegekend. Op 23 september 1999 werden de gewestelijke directeurs van het kadaster verzocht, in hun hoedanigheid van "ordonnateur", alle vereiste maatregelen te treffen met het oog op de volledige vereffening van de betreffende uitgaven. Derhalve zullen de verschuldigde bedragen voor de gepresteerde overuren eerlang aan de betrokkenen worden uitbetaald.

In het algemeen kan ik zeggen dat ik zal proberen om meer realistisch te zijn dan mijn voorgangers.

De **voorzitter** : De heer Dirk Pieters heeft het woord.

De heer **Dirk Pieters** (CVP) : Op dat laatste punt zal ik geen commentaar geven, maar ik dank de minister voor zijn antwoord.

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Hans Bonte aan de minister van Financiën over "het uitblijven van het verlaagd BTW-tarief voor de kringloopcentra en andere organisaties uit de sociale economie" (nr. 108)

Question orale de M. Hans Bonte au ministre des Finances sur "la non-application du taux réduit de TVA aux opérations effectuées par les centres de récupération et autres organismes du secteur de l'économie sociale" (n° 108)

De **voorzitter** : De heer Hans Bonte heeft het woord.

De heer **Hans Bonte** (SP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, mijn vraag betreft de stand van zaken met betrekking tot de uitvoering van een wetgeving die nog gestemd is geraakt tijdens de vorige legislatuur en waarvoor op de valreep ook nog een aantal uitvoeringsbesluiten zijn getroffen. Dit onderwerp is bovendien expliciet als doelstelling in het huidige regeerakkoord vermeld.

Het gaat meer bepaald over de BTW-verlaging voor een aantal sociale organisaties met het oog op het stimuleren van een arbeidsintensieve en milieuvriendelijke productie- en dienstverlening.

Mijn vragen zijn bijzonder concreet.

Ten eerste, hoeveel geviseerde instellingen en ondernemingen zijn tot op heden erkend en werden, op basis van de wet van 1 april 1999 houdende fiscale bepalingen en de in dat verband getroffen ministeriële besluiten, onder het BTW-regime van 6% gebracht ?

Ten tweede, aangezien ik de informatie krijg dat tot op vandaag nog geen enkel kringloopcentrum erkend is, hoewel het de absolute bedoeling van de wetgever was en dit ook in de parlementaire verslagen vermeld stond - het staat, denk ik, ook tussen de lijnen van het regeerakkoord te lezen -, wens ik u de vraag te stellen of u daar werk van zal maken en vanaf welke datum u die BTW-verlaging verwacht.

De **voorzitter** : De minister heeft het woord.

Minister **Didier Reynders** : Mijnheer de voorzitter, collega's, zoals de heer Bonte terecht in herinnering brengt,

hebben de artikelen 41 en 42 van de wet van 4 mei 1999, houdende diverse fiscale bepalingen, tijdens de vorige legislatuur een rubriek XXIIIbis en een rubriek XXXV ingevoerd in tabel A van de bijlage bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven. Die rubrieken onderwerpen met ingang van 1 september 1999 de leveringen van goederen en diensten, verricht door instellingen met sociaal oogmerk, aan het verlaagde BTW-tarief van 6%.

De toepassingsvoorwaarden voor de verlaging van tarieven maken het voorwerp uit van het tijdens de vorige regering genomen toepassingsbesluit nr. 21 van 5 mei 1999. Dit ministerieel besluit werd recent gewijzigd bij ministerieel besluit van 25 augustus. Ik vestig uw aandacht op het feit dat de wijzigingen die het voorwerp uitmaken van het ministerieel besluit van procedurele aard zijn en derhalve niets hebben gewijzigd aan de bestaansgrond van het verlaagd tarief van 6% van toepassing op de levering van goederen en dienstverrichtingen door instellingen met een sociaal oogmerk. Meer in het bijzonder werd door het ministerieel besluit van 25 augustus een probleem inzake bevoegdheden opgelost inherent aan het initieel ministerieel besluit nr. 21. De aanvragen tot erkenning welke mij werden toegestuurd ingevolge de bepalingen van het ministerieel besluit van 25 augustus, maken thans het voorwerp uit van een diepgaand onderzoek zodat tot op heden nog geen erkenning werd uitgesproken.

Tot slot wens ik uw aandacht te vestigen op het feit dat elke aanvraag tot erkenning betrekking heeft op een concreet geval dat een specifieke reden heeft zodat het onmogelijk is bij wijze van algemene richtlijn een antwoord te verstrekken.

De voorzitter : De heer Hans Bonte heeft het woord.

De heer **Hans Bonte** (SP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik dank u voor uw duidelijk antwoord. Ik

herinner me de discussie tijdens de vorige legislatuur waar werd gesuggerd - en dit vinden we niet terug in het laatste ministerieel besluit dat aan deze wet uitvoering geeft - dat eerst een overleg zou worden opgestart met de gemeenschappen en de gewesten die daarin een cruciale rol spelen. Zij erkennen bepaalde sectoren en werkvormen. Ons komt het voor dat men de fout heeft gemaakt die we toen hadden voorspeld, namelijk dat het onwerkbaar zou worden wanneer de minister van Financiën instelling per instelling zou moeten nagaan of deze wetgeving van toepassing is. Tijdens de discussie werd het duidelijk dat hier beter wordt gewerkt met sectoren of met bepaalde werkvormen zoals de kringloopcentra, die door de gewestelijke overheden worden erkend. Een dergelijke regeling is veel efficiënter en zal de rechtszekerheid van de betrokken ondernemingen zeker ten goede komen.

De voorzitter : De minister heeft het woord.

Minister **Didier Reynders** : Mijnheer de voorzitter, collega's, ik zal overleg plegen met de gewesten en de gemeenschappen. Ik zal elke minister een brief sturen. Tot nu toe zijn er aanvragen in het Frans ingediend door drie asbl en in het Nederlands door elf vzw's. Ik heb nog geen analyse van mijn administratie gekregen.

De voorzitter : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Financiën over "de uiterste datum van indiening van de belastingaangifte in de vennootschaps- en rechtspersonenbelasting voor het aanslagjaar 1999" (nr. 114)

Question orale de M. Servais Verherstraeten au ministre des Finances sur "la date limite de remise de la déclaration fiscale à l'impôt des sociétés et à l'impôt des personnes morales pour l'année d'imposition 1999" (n° 114)

De voorzitter : De heer Servais Verherstraeten heeft het woord.

De heer **Servais Verherstraeten** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, mijn vraag zal zeer kort zijn. De in te vullen aangifteformulieren inzake vennootschaps- en rechtspersonenbelastingen werden wat laatijdig verstuurd. Daarom is er een rondschrijven geweest dat de datum zou worden uitgesteld van eind augustus naar medio september. Sommige controlekantoren delen echter mee dat aangifteformulieren die in de eerste helft van september werden ingediend, laatijdig werden ingediend. Men heeft blijkbaar in diverse kantoren een onderscheid gemaakt tussen normale en speciale aangiften. De speciale aangiften zouden toch nog moeten zijn ingediend in de normaal voorziene termijn, namelijk vóór eind augustus.

Klopt dit ? Waaruit blijkt dat dit rondschrijven enkel betrekking zou hebben op de normale aangiften en niet op de speciale aangiften ? Kunt u de houding van de administratie bevestigen of stelt u dat dit betrekking heeft op alle aangiften ?

De voorzitter : De minister heeft het woord.

Minister **Didier Reynders** : Mijnheer de voorzitter, mijn antwoord zal nog korter zijn. Ja, deze termijn is van toepassing op alle aangiften.

De voorzitter : De heer Servais Verherstraeten heeft het woord.

De heer **Servais Verherstraeten** (CVP) : Ik dank de minister voor zijn duidelijkheid.

De voorzitter : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

- *La réunion publique de commission est levée à 11.05 heures.*

- *De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.05 uur.*

Sommaire

Mardi 5 octobre 1999

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET - C 012

Question orale de M. Jean-Pierre Viseur au ministre des Finances sur "la lutte contre la criminalité en col blanc et l'éventuelle création d'un poste de commissaire du gouvernement pour la lutte contre les fraudes et l'argent public" (n° 35)

orateurs : **Jean-Pierre Viseur, Didier Reynders**, ministre des Finances

Question orale de M. Alfons Borginon au ministre des Finances et au vice-premier ministre et ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale sur "l'importante réforme fiscale annoncée par le gouvernement" (n° 52)

(La réponse a été donnée par le ministre des Finances)

orateurs : **Alfons Borginon, Didier Reynders**, ministre des Finances

Question orale de M. Dirk Pieters au ministre des Finances sur "le versement tardif d'indemnités dues à des fonctionnaires du cadastre" (n° 103)

orateurs : **Dirk Pieters, Didier Reynders**, ministre des Finances

Question orale de M. Hans Bonte au ministre des Finances sur "la non-application du taux réduit de TVA aux opérations effectuées par les centres de récupération et autres organismes du secteur de l'économie sociale" (n° 108)

orateurs : **Hans Bonte, Didier Reynders**, ministre des Finances

Question orale de M. Servais Verherstraeten au ministre des Finances sur "la date limite de remise de la déclaration fiscale à l'impôt des sociétés et à l'impôt des personnes morales pour l'année d'imposition 1999" (n° 114)

orateurs : **Servais Verherstraeten, Didier Reynders**, ministre des Finances

Inhoud

Dinsdag 5 oktober 1999

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE BEGROTING - C 012

Mondelinge vraag van de heer Jean-Pierre Viseur aan de minister van Financiën over "de bestrijding van de witteboordencriminaliteit en over de eventuele instelling van een functie van regeringscommissaris voor de strijd tegen fraude met overheidsgeld" (nr. 35)

sprekers : **Jean-Pierre Viseur, Didier Reynders**, minister van Financiën

Mondelinge vraag van de heer Alfons Borginon aan de minister van Financiën en aan de vice-eerste minister en minister van Begroting, Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie over "de door de regering aangekondigde grote hervorming van de belastingen" (nr. 52)

(Het antwoord werd verstrekt door de minister van Financiën)

sprekers : **Alfons Borginon, Didier Reynders**, minister van Financiën

Mondelinge vraag van de heer Dirk Pieters aan de minister van Financiën over "laattijdig uitbetaalde vergoedingen aan ambtenaren van het kadaster" (nr. 103)

sprekers : **Dirk Pieters, Didier Reynders**, minister van Financiën

Mondelinge vraag van de heer Hans Bonte aan de minister van Financiën over "het uitblijven van het verlaagd BTW-tarief voor de kringloopcentra en andere organisaties uit de sociale economie" (nr. 108)

sprekers : **Hans Bonte, Didier Reynders**, minister van Financiën

Mondelinge vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Financiën over "de uiterste datum van indiening van de belastingaangifte in de vennootschaps- en rechtspersonenbelasting voor het aanslagjaar 1999" (nr. 114)

sprekers : **Servais Verherstraeten, Didier Reynders**, minister van Financiën